

# Vervoort au «Soir»: «Il faut que la Communauté française prenne Bruxelles en compte»

LE SOIR - V. LA - 29/03/2019

*Rudi Vervoort (PS) et Guy Vanhengel (Open VLD) soutiennent les écoles multilingues à Bruxelles. Et poussent un coup de gueule contre le manque d'investissements des Communautés à Bruxelles. Au fédéral, ce message : « Le comité de concertation doit devenir le conseil d'administration de la Belgique. »*

*Vervoort et Vanhengel veulent réhabiliter le comité de concertation. « C'est là qu'on pourrait s'entendre, après la constitution des majorités à tous les niveaux de pouvoir, sur les grands objectifs », plaident-ils. - Olivier Polet.*

Ils voulaient dire tout le bien qu'ils pensent des écoles bilingues. En chœur, parce que les numéros un et deux du gouvernement bruxellois, un francophone et un néerlandophone, qui le disent, ça vous leste un avis. Qui brasse d'ailleurs plus large que le seul dossier de l'enseignement multilingue, estiment-ils. Rudi Vervoort (PS) et Guy Vanhengel (Open VLD) y voient en effet l'opportunité de plaider le fédéralisme de coopération et une attention renforcée des deux Communautés pour Bruxelles. Raisonement.

*« Nous attendons les résultats de l'étude de faisabilité juridique que nous avons commandée à Brussels Studies Institute », explique le ministre-président. « Mais une piste pourrait être que le fédéral, qui est compétent pour l'enseignement bilingue à Bruxelles, donne l'autorisation de l'organiser, que les deux Communautés en soient les pouvoirs régulateurs, et qu'une ou plusieurs communes en soient les pouvoirs organisateurs, avec les universités. » « C'est un peu de cette manière que fonctionnent les écoles européennes, confirme le ministre du Budget. Ce n'est pas du tout ça que l'on veut, parce que ce sont des établissements très élitistes. Mais cela nous montre une voie. »*

Le tandem everois puise du reste dans les réactions enthousiastes – dans la société civile, et sur le plan politique, seuls la N-VA et le CD&V, dans une moindre mesure, ayant exprimé leurs réticences – la volonté de le faire. « *Et le signe que l'identité bruxelloise arrive à maturité* », insiste Rudi Vervoort. Qui pointe encore les initiatives bilingues nées, ces dernières années, comme l'école normale bilingue, les rapprochements souhaités entre écoles secondaires des deux sexes linguistiques... « *L'émergence de la nouvelle réalité bruxelloise est claire.* » Faut-il dès lors faire évoluer les institutions bruxelloises, clivées entre francophones et néerlandophones ? « *Les lois sont là pour traduire l'évolution des opinions publiques,* reconnaît Rudi Vervoort. *Un jour, on devra construire un modèle bruxellois, qui dépasse les clivages communautaires. Cela supposera que, tant au nord qu'au sud, on accepte qu'au centre, dans un petit territoire de 162 kilomètres carrés, on puisse penser différemment.* »

## « Des objectifs communs à tous les gouvernements »

Encore faut-il, pour tenter cette voie institutionnelle, que l'Etat fédéral joue le jeu. Ce qui, durant cette législature, n'a pas été le cas... La faute, assurent les deux hommes, à la N-VA, instrument de blocage. Et d'énumérer les exemples, le dernier en date étant le refus de la Flandre, exprimé au comité de concertation, de soutenir l'organisation de la COP26 en Belgique. Est-ce à dire que des projets comme les écoles multilingues sont condamnés à espérer le bon vouloir du niveau fédéral ? Pour l'heure oui, répondent en substance les deux hommes, peu désireux d'ouvrir un débat institutionnel. La porte ouverte au bricolage ? « *Je veux rester réaliste, reconnaît Rudi Vervoort. Cela ne sert à rien de promettre plein de choses en campagne. Je veux travailler dans le cadre existant.* »

Fervents défenseurs du fédéralisme de coopération, né, en théorie, de la sixième réforme de l'Etat, les deux hommes veulent réhabiliter le comité de concertation. « *Cela devrait être le conseil d'administration de la Belgique* », plaide le ministre VLD. « *C'est là qu'on pourrait s'entendre, après la constitution des majorités à tous les niveaux de pouvoir, sur les grands objectifs* », complète Rudi Vervoort. Qui propose de s'accorder, en début de législature, sur la trajectoire budgétaire, ou les grands investissements, à sceller dans un Pacte. Sur une feuille de route, aussi, pour certains grands dossiers comme la mobilité ou le climat. « *L'outil est là, il suffit d'en faire quelque chose de bien, et pas de l'utiliser pour faire de la politique chez les autres* », renchérit Guy Vanhengel.

## Un test : le vote de l'accord communautaire

Mais cela suppose aussi que les deux Communautés assument leur part pour Bruxelles. « *Il faut qu'elles mettent les moyens pour l'enseignement, martèle Guy Vanhengel. La toute grande majorité de l'investissement dans l'enseignement néerlandophone à Bruxelles se fait via la VGC avec des moyens régionaux !* » Rudi Vervoort n'est pas plus tendre envers la Fédération Wallonie-Bruxelles. « *Je lirai avec grande attention l'accord de majorité communautaire francophone pour voir s'il intègre vraiment les priorités bruxelloises. Si ce n'est pas le cas, les élus bruxellois à la Fédération n'auront pas à voter l'accord communautaire. J'ai vécu ça il y a dix ans quand on nous a imposé des accords passés à Namur. Je ne pouvais pas avaler ça, désolé. Il y a un modèle bruxellois, c'est un minimum de respect à avoir par rapport aux institutions et à Bruxelles. Et il y a cinq ans, rebelote. Il n'y avait rien d'imposé mais rien non plus qui prenait en compte la réalité bruxelloise.* »

Le bât blesse singulièrement au niveau de la construction d'écoles. « *La Fédération Wallonie-Bruxelles n'a pas à pousser des cocoricos sur ce qu'elle a fait à Bruxelles, grince Rudi Vervoort. Tout le financement des crèches et des écoles dans la capitale est quasiment intégralement porté par la Région. Si on avait dû compter sur la Communauté, je me demande bien où on en serait aujourd'hui.* »

Le ministre-président est tout aussi remonté sur le dossier des crèches, et les réformes prônées notamment par Alda Gréoli. « *Ne croyez pas que je vais accepter*

*une réforme du système qui ne prenne pas en compte la réalité bruxelloise. Il ne faudra pas venir nous dire de ne plus ouvrir de places alors que c'est nous qui mettons les moyens. A un moment donné, qui paie décide. On paie les briques et les travailleurs hormis les travailleurs médico-sociaux. Si on ne nous entend pas, on va avoir un problème institutionnel, je préfère le dire maintenant. »*

*« Et là on est dans le même bain, intervient Guy Vanhengel. C'est la Région qui comble les carences des deux Communautés. Evidemment, vous, francophones, vous êtes plus forts pour peser dans votre Communauté, que nous, néerlandophones bruxellois, face à la Flandre. » Mais tout aussi peu entendus. Jusqu'ici...*

## Le bricolage bruxellois

### V.LA.

Le dossier de l'école bilingue illustre à nouveau la complexité institutionnelle bruxelloise. Le paradoxe croît chaque jour d'avantage : la ville est devenue l'une des plus cosmopolites au monde mais ses institutions sont figées sur les années 80 et le vieux clivage communautaire francophone/néerlandophone.

Devant cette lourdeur et ce non-sens sociologique, trois options : réformer, se résigner, bricoler. Longtemps, la deuxième option fut la règle. A quoi bon s'époumoner, rue Ducale ou du Lombard, contre ce meccano imaginé par deux esprits ô combien créatifs (Jean-Luc Dehaene et Philippe Moureaux). Alors, on renonçait à une série d'idées. Terrain impraticable. Puis la ville a changé. Impossible de ne pas l'entendre, quand on vit ou travaille dans cette tour de Babel. Alors, certains ont imaginé d'autres montages, plus simples, plus en phase avec la sociologie bruxelloise de 2020, plus décomplexés d'un carcan belge qui craque de partout. Puis se sont tus, de peur d'ouvrir cette boîte de Pandore d'une réforme de l'Etat, de repartir pour 541 jours de blocage.

Statu quo donc ? Sauf que, discrètement, ces dernières années, le gouvernement bruxellois s'est mis au bricolage. Pour ouvrir les écoles et les crèches que les Communautés renâclent à construire. Pour imposer leur propre modèle d'allocations familiales ou de parcours d'intégration. Pour créer un musée d'art moderne et contemporain. Ce que Charles Picqué appelle « *ruser avec les compétences* ».

Puisque cela marche, pourquoi ne pas aller plus loin, et oser simplifier Bruxelles ? « *Pour ne pas donner des allumettes à ceux qui veulent rallumer le feu communautaire. La paix est là, préservons-la* », ferme Rudi Vervoort. Frilosité ? « *Je préfère rêver réaliste.* »